C'est presque dès le berceau que l'on explique aux enfants qu'ils doivent être les meilleurs, des «gagnants», pour ne pas être plus tard dans le camp des perdants. Il faut voir les mamans, à la réunion de parents de 1e maternelle, s'inquiéter de savoir si leur bambin saura lire et écrire en *entrant* en 1e primaire…

C'est mathématique: on ne peut pas être tous les plus forts. S'il y a des gagnants, il y a forcément des perdants. D'aucuns diront que c'est la dure loi du capitalisme, qui apparaît presque naturelle, un genre de sélection «à la Darwin»… que tout le monde a les mêmes chances au départ, qu'il suffit de le vouloir et de se battre, de travailler sans relâche… Que par conséquent, ceux qui échouent n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes…

Cette «loi de la jungle» est-elle si naturelle que cela?

Ce que l'on appelle «la loi de la Jungle» n'est pas nécessairement la loi de la nature: des botanistes, comme Jean-Marie Pelt ou Jean-Claude Pechère, constatent une autre forme de «sélection naturelle».

«Certes, la violence est présente dans la nature et les antilopes ont intérêt à courir plus vite que la lionne. Cependant, observe Jean-Claude Pechère, "*la nature suggère que la capacité des espèces à coopérer pourrait représenter un critère de sélection significatif. L'espèce qui réussit à s'intégrer dans une relation d'intérêt réciproque, celle qui contribue le mieux à la cohérence du tout, trouverait plus facilement un abri, une source de nourriture, une facilité à se reproduire, bref un réseau d'échange d'autant plus accueillant que la nouvelle arrivante offre un service d'échange*."

Ainsi, plus on dénombre d'espèces dans les fonds marins, mieux l'écosystème fonctionne: la coopération, et non la compétition, garantit la santé du milieu dont la biodiversité devient un marqueur décisif et une priorité pour le fonctionnement durable des océans… mais aussi de la planète. L'éthique du vivant se construirait sur trois piliers. Au niveau individuel l'adaptation permet une meilleure maîtrise des aléas de la vie quotidienne; à l'échelle collective, des fils solides tissent une protection des uns par les autres; enfin l'évolution sait récompenser les plus aptes à survivre et à collaborer.»[29]

(Christian Van Rompay, dans En Marche, 4/9/2008)

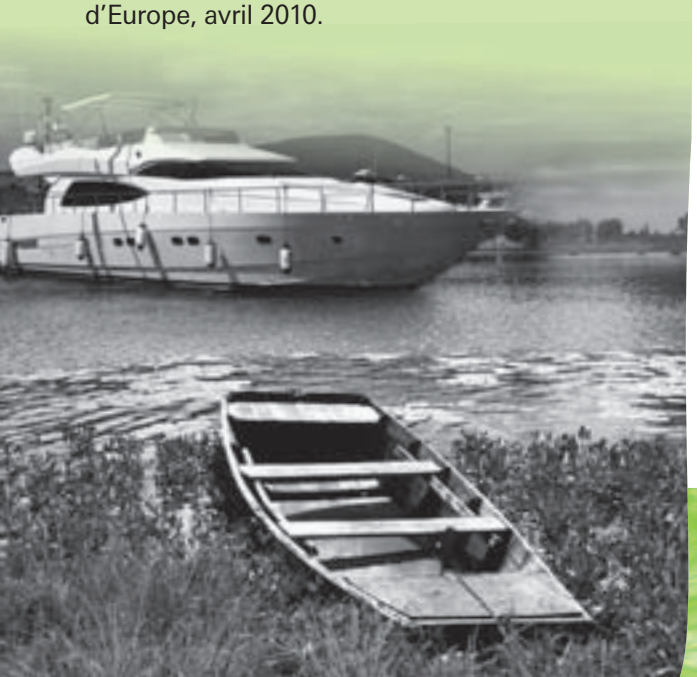
3.2. ACCUMULATION

L'accumulation d'argent et de biens est l'un des fondements du capitalisme. Cette accumulation se fait grâce aux profits engendrés par les entreprises qui produisent des biens et des services: automobiles, immobilier, ordinateurs, transports, etc. Mais depuis les années 90, le profit se trouve de plus en plus en dehors de l'économie réelle, celle qui procure de l'emploi et fait vivre une région. C'est sur les marchés financiers que tout se passe. Là, les rendements s'élèvent à 10, 15%, alors que le rendement normal d'une entreprise tourne autour des 5%. Du coup, les actionnaires font pression sur les entreprises pour qu'elles leur procurent des rendements plus élevés. Résultat: restructurations, licenciements, assouplissement de la protection sociale, flexibilité des travailleurs. Le fossé entre ceux qui ont beaucoup d'argent et ceux qui n'en ont pas assez ou juste assez se creuse de façon effrayante.

Des chiffres qui donnent le vertige :

- En 2003, Lindsay Owens-Jones, alors Directeur Général de l'OREAL, a perçu comme salaire, 534 fois le SMIC[30].
- Après la guerre, l'écart salarial moyen dans les 500 grandes entreprises répertoriées par le magazine Fortune tournait autour de 1 à 20 aux USA (1 à 7 dans le Japon de Mac Arthur). Il est aujourd'hui de 1 à 300.
- Au Royaume-Uni, en 2000, le Chief Executive Officer des 100 premières entreprises gagnait en moyenne 47 fois la paie du travailleur moyen à plein temps ; en 2009, il gagnait 81 fois ce montant.
- En 1992 aux USA, les 10% les plus riches perçoivent 32 % du revenu total ; en 2002 ils obtiennent 42 %, soit un tiers de plus en termes relatifs en dix ans !
- Dans le même temps la part des 20% les plus pauvres est tombée de 4,1% à 3,4%.
- Par ailleurs, selon une étude de 2007 de l'Ecole d'Economie de Paris dirigée par Thomas Piketty, entre 1998 et 2006, le revenu moyen des 10 % les plus riches en France avait augmenté de 8,7 %, celui des 1 % les plus riches de 19 %, celui des 0,01 % les plus riches de 42 %.
- Selon l'INSEE[31], alors que les revenus de 90 % des Français ont stagné entre 2004 et 2007, les revenus de plus de 100.000 euros par an ont crû de 28 % et ceux de plus de 500.000, de 70 %.
- En outre, les revenus les plus élevés ont acquitté 20% d'impôts alors que, sans les niches fiscales dont ils bénéficient, ils auraient dû payer 36% en 2007.

Extrait de : Pierre Defraigne, La stratégie 2020 et la lutte contre la pauvreté en Europe : idéal égalitaire contre idéologie néolibérale, Fondation Collège d'Europe, avril 2010.



Nous aussi, « simples » citoyens, nous sommes atteints par ce syndrome : la réussite d'une carrière ne se mesure-t-elle pas au niveau du salaire atteint ? Ne souhaitons-nous pas pour nos enfants qu'ils aient une « belle situation » (sous-entendu, pécuniairement intéressante) ? Les salaires des PDG de multinationales, nous les trouvons scandaleusement démesurés, bien sûr … mais ne les envions-nous pas un peu quand même ?

Sans le savoir, sans le vouloir, parce que « nous sommes tombés dedans quand nous étions petits », nous cherchons à avoir toujours plus, au point que nous en faisons le sens de notre vie. Nous sommes, il est vrai, largement aidés en cela par la publicité, qui transforme chacun de nos désirs en besoins, n'hésitant pas à en créer de toutes pièces.

Cette accumulation paraît sans limites : pourquoi s'arrêterait-elle ? Elle ne s'arrête pas parce qu'elle se fait sans prendre en compte les limites de l'écosystème : les coûts environnementaux (pollution, réduction de la biodiversité, épuisement des ressources) ne sont pas intégrés dans les coûts de production des entreprises et des multinationales qui produisent nos biens de consommation.

3.3. DÉRÉGULATION

Laisser faire la main invisible du Marché. Le Marché, si on ne lui oppose pas d'entrave, est le meilleur outil de redistribution des richesses. C'est au nom de ce dogme que le rôle de l'Etat s'est réduit au fil des années, livrant l'une après l'autre ses prérogatives au secteur privé. Banques, assurances, services publics, sont privatisés ou en voie de l'être. L'Etat est juste prié d'assurer l'ordre public (armée, police, justice), de pourvoir aux besoins des clients insolvables (entendez les exclus de la croissance), et d'organiser les conditions favorables à l'activité des entreprises, notamment en offrant une fiscalité attrayante (cf. les « intérêts notionnels » des Centres de coordination en Belgique).

30 Salaire minimum interprofessionnel de croissance = salaire minimum en France.

31 Institut national (français) de la statistique et des études économiques

32 Voir à ce sujet l'article d'Isabelle Cassiers et Catherine Delain, « L'argent ne fait pas le bonheur. Les économistes le savent-ils ? » http://sites.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE038.pdf

La dérégulation concerne aussi, bien entendu, les marchés financiers. Leur complexité et leur opacité les tiennent éloignés de tout contrôle démocratique. La Banque des règlements internationaux (qui est en quelque sorte la banque centrale des banques centrales) avoue ne pas comprendre à quoi correspondent certains produits financiers qui circulent sur les marchés. On a vu comment, après le krach de 2008, d'honnêtes épargnants qui pensaient gérer leur argent en « bon père de famille », faisant confiance à leur banquier, ont découvert qu'ils avaient en fait investi dans des produits financiers plus que douteux. Et certains y ont laissé des plumes.

L'Etat, peu à peu, cède ainsi le pouvoir à la finance. Au point que l'on doit s'inquiéter du déficit démocratique que cela engendre.

3.4. CROISSANCE

S'il est un mot-clé dans le capitalisme néolibéral, c'est bien celui-ci : la croissance. Ni à droite ni à gauche, on ne voit d'autre issue à la crise. Il faut relancer la production, pour relancer l'emploi, pour relancer la consommation, qui elle-même va doper la production… faisant, au passage, reculer la pauvreté. Ce cercle censément vertueux soulève quelques questions et observations :

- la croissance, on l'a vu ces dernières années, n'est le remède miracle ni au chômage, ni à la pauvreté. Visiblement, elle ne suffit pas à contrer la pression exercée sur les entreprises pour qu'elles produisent plus avec moins de personnel. D'autre part, le fait que les richesses se concentrent dans les mains d'une minorité empêche que la croissance profite significativement à ceux qui sont « en bas de l'échelle ».
- produire toujours plus demande toujours plus de ressources. Or, notre planète n'est pas infinie. Elle montre d'ailleurs clairement des signes d'épuisement. On pourra la presser comme un citron, avec les marées noires et autres dérèglements climatiques que cela suppose, mais pas indéfiniment.

Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste. (Kenneth Boulding)

- penser que notre « salut » économique – notre salut tout court - n'est possible que par une augmentation perpétuelle de notre consommation personnelle et collective, est-ce une perspective qui peut donner du sens à notre vie ? Surtout quand on sait que la croissance du sentiment de bien-être ne suit pas indéfiniment la croissance des revenus.[32]

De plus en plus nombreux, des citoyens refusent ce dogme. Ils promeuvent et vivent la *sobriété ou simplicité volontaire*, qui représente pour eux la seule solution réelle aux problèmes de notre planète : la crise économique, écologique, mais aussi les inégalités sociales. Nous y reviendrons.

Alors ? La pauvreté : normale ou scandale ?

Normale : dans le système capitaliste, la pauvreté est normale. C'est la conséquence logique d'un système qui privilégie la propriété individuelle, l'accumulation, la concurrence. Un système qui produit, par nature, des gagnants et des perdants.

Scandale : la pauvreté est doublement scandaleuse. D'abord parce qu'elle porte atteinte à la dignité et aux droits humains, qui sont théoriquement universels et ne devraient donc pas pouvoir souffrir d'exception. Ensuite parce que le système économique qui l'engendre « automatiquement » n'est pas remis en question par le pouvoir politique, y compris par les partis de gauche qui prennent traditionnellement la défense des plus faibles. Notre société admet donc que la pauvreté est normale et ça, c'est scandaleux !

4. La pauvreté : pour penser plus loin

4.1. LES PAUVRES SONT PARESSEUX… ET AUTRES PRÉJUGÉS

« Quand on veut vraiment trouver du travail, on en trouve. Les chômeurs ne veulent pas travailler ».

« Les pauvres, c'est quand même un peu de leur faute. Ils n'ont pas d'argent et ils ont des écrans plats, des gsm dernier cri, … Ils ne savent pas gérer leur budget. »

Jamais entendu ou prononcé ce type de phrase ?

Dans les préjugés, il y a toujours une part de vérité. Oui, il y a des chômeurs qui ne veulent pas travailler, des étrangers qui ne veulent pas s'intégrer, des bénéficiaires de l'aide sociale qui « trichent » ou qui ne savent pas gérer leur budget … comme il y a des travailleurs qui passent des heures sur Facebook au bureau, des mandataires qui abusent de leur pouvoir, des patrons qui fraudent l'ONSS et exploitent des travailleurs au noir … ! Ce n'est pas une raison pour mettre tout le monde dans le même sac !

Les personnes qui vivent la pauvreté sont particulièrement exposées aux préjugés, parce qu'elles bénéficient d'une aide de la collectivité. A ce titre, elles devraient être irréprochables, pour mériter et ne pas gaspiller cette aide.

« Ne juge pas quelqu'un avant d'avoir marché deux lunes dans ses mocassins. »
(Sagesse indienne)

Qu'est-ce qu'un préjugé ?

Préjugé, n.m. « Jugement sur quelqu'un, quelque chose, qui est formé à l'avance selon certains critères personnels et qui oriente en bien ou en mal les dispositions d'esprit à l'égard de cette personne, de cette chose : avoir un préjugé contre quelqu'un. » (Larousse)

« Comme le mot l'indique, un préjugé est un **jugement porté d'avance**, « avant ». Avant quoi ? L'examen, la vérification ou le constat qui le justifieraient. (…)

A propos d'une catégorie [de personnes], le préjugé consiste à lui appliquer une caractéristique constatée chez quelques individus ; et par conséquent, à faire de cette caractéristique une composante de l'essence même des membres de cette catégorie, ce qui autorise ensuite à l'appliquer immédiatement à tout individu qui y appartient. Par exemple, comme il est bien connu, les Gitans sont des voleurs et les Suisses sont propres ; tout individu qui est soit Gitan, soit Suisse, pourra donc être *jugé* voleur ou propre *avant* même que son comportement n'ait été effectivement observé.

[Qu'il concerne une personne ou une catégorie de personnes,] **le jugement est vicieux**.

D'une part, parce que les caractéristiques attribuées ici à des catégories ne peuvent, en vérité, appartenir qu'à des personnes singulières : elles relèvent en effet de la conscience et de la libre décision de chacun. C'est toujours de moi comme personne consciente singulière qu'il dépend d'être voleur ou non, et cela quel que soit le groupe social, religieux, ethnique, etc. auquel j'appartiens ; c'est donc seulement par la connaissance de mon comportement que l'on pourra juger à bon droit si je suis voleur ou non (idem pour ma pratique de l'hygiène).

D'autre part, parce que ces caractéristiques ne peuvent être possédées par les personnes singulières comme des acquis définitifs, immuables et assurés, mais dépendent pour ainsi dire à chaque instant de leur libre détermination : on ne peut donc savoir d'avance si elles les conserveront. »

(Extrait du site : http://philo.pourtous.free.fr)

Quelques préjugés

« Notre système est trop laxiste ; les allocations de chômage sont trop élevées. »

Un chômeur sur trois ne touche pas plus de 550 euros par mois et deux chômeurs sur trois ont une allocation qui oscille entre 550 et 850 euros par mois. Au total, ce sont 84 % des personnes qui bénéficient d'une allocation de chômage inférieure ou proche du seuil de pauvreté qui est de 899 euros pour un isolé. (Source : CSC, 2008)

Qui profite du système ?

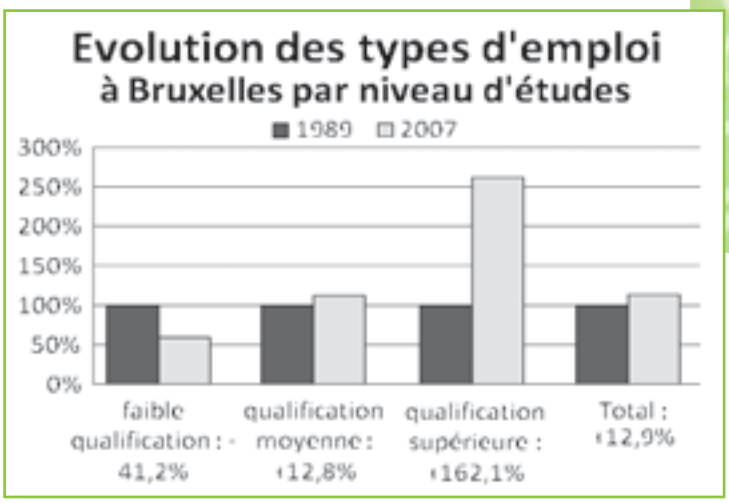
« Les employeurs font souvent porter le poids des responsabilités du chômage sur le dos des seuls chômeurs et de leurs allocations trop élevées. Ils ne cessent de critiquer le système trop laxiste des indemnisations et l'absence de contrôle. Or, il s'avère que le budget alloué au paiement des allocations de chômage est quasi équivalent à celui consacré aux réductions de cotisations sociales au profit des employeurs. En 2006, le chômage complet a coûté 6,2 milliards et les réductions de cotisations au profit des entreprises ont été de 5,6 milliards en 2006, et ceci sans contrôle sur le résultat réel en matière d'emploi créé et sans résultats tangibles sur la baisse escomptée du nombre de chômeurs. A quand un plan d'activation du comportement de création d'emploi pour les employeurs ? »
(Source : Travailleurs sans emploi, CSC)

« Quand on cherche vraiment du boulot, on en trouve. Moi je connais un chef de PME qui veut engager et il ne trouve personne ».

Il y a un emploi disponible pour 32 demandeurs d'emploi (Source : CSC, 2008).

Il faut nuancer les choses selon les régions : à Bruxelles, il y a un fossé croissant entre le type d'emplois disponibles (secteur tertiaire, emplois qualifiés) et le profil de la majorité des demandeurs d'emploi (personnes à faible niveau de formation).

A Bruxelles, 53 % des emplois sont occupés par des personnes qui ont un diplôme d'études supérieures, contre 34,5 % en Flandre et 35,3 en Wallonie. Cette prépondérance des emplois hautement qualifiés est typique des grandes villes, a fortiori quand, comme Bruxelles, elles abritent de grandes institutions internationales (UE, OTAN, etc.).



Sources : Observatoire bruxellois de l'emploi, chiffres 2007.

Or, plus de la moitié des demandeurs d'emploi bruxellois ont au maximum un diplôme d'études secondaires supérieures, toutes filières confondues (général, technique et professionnel). Si l'on prend aussi en compte les « autres études » (études indéterminées ou bien effectuées à l'étranger mais sans qu'une équivalence de diplôme ait été obtenue), on arrive à près de 2 demandeurs d'emploi sur 3 faiblement qualifiés. (Source : Observatoire bruxellois de l'emploi, chiffres 2007).

Plus généralement, face à l'abondance de candidats, les employeurs se montrent de plus en plus exigeants :

> « Les employeurs sont souvent gagnés par le syndrome du « mouton à cinq pattes », y compris pour des postes où une qualification plus simple suffit: ils veulent des candidats qui parlent plusieurs langues, qui ont de l'expérience tout en étant jeunes, qui bénéficient des aides à l'embauche (« mais occuper actuellement un poste vous donne un meilleur profil »), qui possèdent un véhicule, qui sont disposés à faire des heures supplémentaires et qui acceptent de commencer en intérim … »
>
> (Travailleurs sans emploi, CSC)

Nombreux sont les témoignages de chômeurs qui se voient refuser des emplois pour diverses raisons : ils sont trop âgés (donc coûtent trop cher), trop jeunes (donc n'ont pas d'expérience), trop qualifiés (un diplôme trop spécialisé), ont trop d'enfants (pour les femmes, évidemment), n'ont pas de voiture, sortent d'une maladie grave, n'habitent pas dans la « bonne » région (et ne bénéficient pas, en conséquence, des aides à l'emploi), ou encore ont un casier judiciaire. Pour bien faire, il faut être jeune (et de préférence de sexe masculin pour éviter tout risque de congé de maternité ou de maladie d'enfant) tout en ayant plusieurs années d'expérience, disposer d'un véhicule (donc avoir eu les moyens de passer son permis et d'acheter une voiture), bénéficier d'une excellente santé et offrir une flexibilité maximale.

4.2. LA PAUVRETÉ : FAUTE OU ACCIDENT ?

Pourquoi est-on – ou devient-on – pauvre ?

La réponse à cette question n'est pas innocente, car elle peut notamment orienter les politiques de lutte contre la pauvreté.

Quand on considère la pauvreté comme un problème uniquement individuel – faute ou accident –, on n'y apporte que des solutions individuelles (RIS, augmentation des revenus, sanctions). Mais si le système économique est tel qu'il produit de la pauvreté, les solutions individuelles ne suffisent pas …

On ne peut plus dire aujourd'hui que la pauvreté, qui concerne chez nous 15 % de la population, soit un « incident de parcours », un phénomène passager.

Pourtant, on demande aujourd'hui aux personnes vivant la pauvreté, comme aux chômeurs, de « se prendre en mains », de « s'activer » pour résoudre leurs problèmes, sans, parallèlement, mettre en place une réelle lutte contre les injustices sociales qui les ont mises dans cette situation.

La pauvreté peut être analysée :

du point de vue de l'INDIVIDU

comme un ACCIDENT

Un divorce, une perte d'emploi, une faillite, une maladie, un accident … peuvent faire basculer quelqu'un dans la pauvreté.

comme une FAUTE

« Il/elle est pauvre parce qu'il/elle est paresseux, ne sait pas gérer son budget, ne se comporte pas comme il faut ».

du point de vue de la SOCIÉTÉ

comme un ACCIDENT

La pauvreté est le résultat d'accidents survenant dans le développement de la société. Une catastrophe naturelle, une guerre, une crise économique, l'automatisation du travail peuvent provoquer de la pauvreté.

comme une FAUTE

La pauvreté est causée par la structure même de la société : excédent de main-d'œuvre, hiérarchie sociale, principe de concurrence, inégale répartition des bénéfices entre salariés et actionnaires, …

Ce n'est que si l'on considère la pauvreté d'abord comme un phénomène social, et comme une conséquence du fonctionnement de la société, que l'on pourra y apporter des réponses efficaces à long terme.

« Nous n'avons pas de télé ni de consoles de jeux, par choix. A cause de cela, à l'école, les enfants sont considérés comme pauvres par certains de leurs camarades. »

« Pour les familles que je rencontre, témoigne une assistante sociale, il n'est absolument pas question d'écran plat : leur seul souci, c'est de se loger – parfois ils vivent à sept dans trois pièces – et de manger tous les jours. »

« Pour certains, posséder un GSM dernier modèle ou un écran plasma, c'est l'unique façon de se sentir membres d'une société qui, pour tout le reste, les rejette ».

4.3. RICHE, PAUVRE … TOUT EST RELATIF ?

Qui est riche, qui est pauvre ? En 2008, le seuil de pauvreté se situe à 899 € mensuels. Et ceux qui gagnent 900 ou 950 €, ils ne sont pas pauvres ?

Bien sûr, l'instrument de mesure par excellence, ce sont les droits humains. Avoir un revenu suffisant pour se loger, se vêtir, manger, … sans cela, pas de dignité possible. Mais qu'est-ce qu'un logement décent, un revenu suffisant, une nourriture correcte ? Est-ce la même chose en Belgique, en Espagne, au Japon, aujourd'hui ou il y a cinquante ans ?

En Afrique, ou même dans le sud de l'Europe, une maison sans chauffage n'est pas nécessairement signe de pauvreté.

A Barcelone ou Madrid, les maisons individuelles comme on en trouve à Bruxelles sont pratiquement inexistantes. Les familles qui vivent en appartement – parfois à deux ou trois enfants par chambre – ne se considèrent pourtant pas pauvres …

Ne pas manger de viande tous les jours : un signe de pauvreté, un choix nutritionnel ou encore une habitude culturelle ?

Où se situe la frontière entre la pauvreté et la « non-pauvreté » ? Il est difficile de fixer une limite objective, chiffrable. Car la pauvreté est relative. Avec un même revenu, une personne sera pauvre ici et riche là-bas.

« Sont considérés comme pauvres, les individus et les familles dont les ressources (matérielles, culturelles ou sociales) sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'Etat membre où ils vivent. »
(Conseil de l'Europe, 1984)

« De mon temps … » Ce début de phrase, qui a le don d'irriter les plus jeunes d'entre nous, peut quand même nous faire réfléchir :

Il y a 50 ou 60 ans (ou même 20 ou 25), on n'avait pas les mêmes besoins. Pas d'ordinateur, ni a fortiori de connexion Internet, ni de GSM, ni de lecteur MP3, ni de Wiii, ni d'IPod, ni de GPS, ni … ni … Mis bout à bout, tous ces objets représentent un fameux budget …

Il ne s'agit pas de regretter des temps « bénis », mais simplement de se rendre compte que **certaines choses qui nous paraissent indispensables aujourd'hui n'existaient tout bonnement pas il y a trente ans**. Et personne ne se disait : « Vivement qu'on invente le GSM, je serais quand même moins pauvre si j'en avais un » … En quelques années, nos besoins ont augmenté de manière exponentielle. Mais pas nos revenus …

Saint-Vincent de Paul
Saint-François d'Assise
Gandhi
Abbé Pierre
Sœur Emmanuelle

4.4. PAUVRETÉ, SIMPLICITÉ, DÉCROISSANCE…

Pauvreté ou misère ?

Quand on parle de pauvreté aujourd'hui – et en particulier dans ce dossier –, on évoque un fléau, une violation des droits humains, un scandale. Pourtant, on a tendance à l'oublier, la pauvreté est aussi une vertu ! Dans l'histoire, de grandes figures religieuses et spirituelles n'ont cessé de la prêcher et de la vivre : Bouddha, Socrate, Jésus, François d'Assise, Gandhi, … Jésus voyage sans un sou en poche, demande le gîte et le couvert dans les villes et villages qu'il visite, invite à tout abandonner pour le suivre, affirme qu'il est très difficile à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu, qu'on ne peut servir à la fois Dieu et l'argent, …

A sa suite, François d'Assise incarnera de façon radicale cet idéal de pauvreté. Aujourd'hui encore, les religieux font vœu de pauvreté. Mais il ne s'agit évidemment pas de la même pauvreté que celle dont traite ce dossier : celle-ci fait allusion à un dépouillement volontaire, une libération vis-à-vis des besoins matériels, une simplification de la façon de vivre, qui permet à la vie spirituelle de s'épanouir pleinement.

Ceux qui font ce choix ne se sentent pas lésés, opprimés, menacés dans leur intégrité. La pauvreté est un état qui leur permet de réaliser leur projet de vie. Probablement devrions-nous ici parler de misère, pour désigner la pauvreté non choisie, celle qui viole les droits humains.

Il serait indécent de comparer la pauvreté évangélique à la misère de ceux qui n'ont pas de quoi payer leur logement ou leurs soins de santé. Il n'est pas mauvais, par contre, de se souvenir que vivre avec peu, ou en tout cas avec moins, peut avoir des côtés positifs. Voire être une véritable nécessité.

« La simplicité n'est pas la pauvreté ; c'est un dépouillement qui laisse plus de place à l'esprit, à la conscience ; c'est un état d'esprit qui convie à apprécier, à savourer, à rechercher la qualité ; c'est une renonciation aux artefacts qui alourdissent, gênent et empêchent d'aller au bout de ses possibilités. (…) Aujourd'hui, je me rends compte que la voie de la simplicité volontaire ne constitue pas seulement le meilleur chemin pour la santé de ceux qui l'empruntent, mais qu'elle est sans doute l'unique espoir pour l'avenir de l'humanité ».

Serge Mongeau

« Moins de biens… plus de liens » : la simplicité volontaire

De plus en plus de citoyens, dans nos sociétés de surabondance, choisissent de vivre plus simplement, de renoncer à la surconsommation aveugle et au gaspillage qu'elle engendre.

Ce choix ne concerne pas uniquement l'aspect matériel. C'est toute la façon de vivre au sein de la société qui est transformée :

« La simplicité volontaire, c'est un moyen à portée de chacun pour diminuer ses consommations matérielles et augmenter ses occupations à valeur humaine ajoutée (…). ***Trois arguments*** *la soutiennent :* ***écologique*** *(peser moins sur la planète en diminuant le pillage des ressources naturelles),* ***éthique*** *(prendre en compte les populations défavorisées) et* ***personnel*** *(vivre mieux qualitativement)* [33]*. »*

Moins de consommation laisse de la place (= du temps, de l'énergie, de la disponibilité d'esprit) à une vie sociale et spirituelle plus riche :

- On rencontre plus facilement des êtres humains lorsqu'on se déplace à pied, à vélo ou en transports en commun que seul dans sa voiture.
- Mettre l'accent sur la qualité des relations plutôt que sur l'accumulation de biens, cela passe aussi par l'engagement dans une initiative locale : épicerie sociale, coopérative d'achat, maison de quartier, école de devoirs, etc.
- Acheter local et de saison nous mettra en contact avec un producteur, un groupement d'achats collectifs, un commerçant bio. Tandis qu'au supermarché, avec l'automate qui remplace la caissière, la conversation est plutôt sommaire.
- L'argent qui ne sera pas gaspillé dans l'écran plasma, l'I Pod dernier cri ou le minitrip en avion pourra devenir créateur de « bien social » grâce à l'épargne éthique et solidaire ou à la solidarité financière avec des associations de lutte contre la pauvreté.
- Globalement, un mode de vie plus simple, plus respectueux de soi-même, des autres et de l'environnement procure un sentiment d'équilibre, de cohérence… de bien-être.

La simplicité volontaire *« ouvre également une dimension plus politique : la critique, par l'abstention, d'une société de consommation dans laquelle la notion de profit prend trop souvent le pas sur l'humanisme ».* [34]

> « J'ai appris à rechercher mon bonheur en limitant mes désirs plutôt qu'en cherchant à les satisfaire. »
> John Stuart Mill (1806-1873)

Ce choix d'une vie plus simple est lié à deux convictions ;

- la surconsommation ne rend pas heureux
- cette surconsommation suppose une croissance indéfinie de la production, qui, nous l'avons évoqué plus haut, est difficilement compatible avec les limites physiques de notre planète.

Ce que certains appellent décroissance est parfois interprété, à tort, comme une volonté de régression, presque de retour « à l'âge de la pierre ». Or, ceux qui se nomment « objecteurs de croissance » ne nient pas l'importance de la croissance et ne veulent pas

33 Extrait du site Internet des Amis de la Terre : www.amisdelaterre.be

34 Extrait du site www.amisdelaterre.be

supprimer la consommation. Ils veulent cependant donner au mot « croissance » un autre sens, qui ne se limite pas à la croissance du PIB, de la production et de la consommation de biens et de services dans la logique capitaliste. La croissance peut aussi être celle du bien-être, du sens, du lien social. Et cette croissance-là suppose une décroissance de nos *désirs d'avoir*, pour nous permettre de mieux répondre à notre *Désir d'être* …

Elle suppose la sortie du capitalisme et l'invention d'une nouvelle organisation de la société, fondée notamment sur l'interdépendance et la coopération plutôt que sur la concurrence, sur le collectif plutôt que sur la propriété individuelle, sur la relocalisation des activités économiques et professionnelles. Un vaste programme qui ne peut pour l'heure être mis en œuvre qu'à petite échelle, par des petits groupes ou communautés. Pour les « décroissants » et autres « simplicitaires », l'arrêt de la course à la consommation est la seule façon de lutter efficacement contre la pauvreté et, à terme, d'assurer la survie de l'espèce humaine sur terre…

« Vivre plus simplement pour que d'autres puissent simplement vivre … » (Gandhi)

A lire

- Emeline de Bouver, *Moins de biens, plus de liens*, Ed. Couleur Livres, 2008
- Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Ed. Mille et Une Nuits, 2007.
- Christian Arnsperger, *Ethique de l'existence post-capitaliste – Pour un militantisme existentiel*, Cerf, Paris, 2009
- Sur le Net : www.objecteursdecroissance.be

4.5. PUB : DE L'AVOIR PLEIN NOS ARMOIRES

Rassemblons des publicités extraites de journaux et magazines, notons les slogans entendus à la radio ou à la télé… Pas besoin d'un long discours pour comprendre ce que propose la publicité : l'accumulation individuelle de biens toujours plus nombreux, promesse de bonheur.

La publicité est indispensable pour faire fonctionner la grande machine à consommer qu'est devenue notre société. La plupart d'entre nous ont atteint un niveau de confort plus que suffisant : voiture, lave-linge, lave-vaisselle, sèche-linge, télévision, ordinateur, GSM, vacances, … Mais il faut que l'on achète encore

et encore pour faire fonctionner les entreprises et alimenter la sacro-sainte « croissance économique ».

Mais quand on a déjà tout ou presque ? Pour qui vont produire les entreprises sur un marché saturé [35] ? La publicité sert à créer sans cesse de nouveaux *désirs*, qu'elle fait passer pour des *besoins*. Des *besoins* que l'industrie s'empresse de combler par des innovations, qui sont souvent parfaitement inutiles, et de plus nuisibles pour l'environnement – donc pour nous mêmes.

> « La publicité nous fait désirer ce que nous n'avons pas et mépriser ce dont nous jouissons déjà » (Serge Latouche)

Le tableau de chasse de Dame Publicité est impressionnant :

- Elle *« a réussi à nous persuader que la véritable pauvreté n'est pas dans la privation du nécessaire, mais aussi dans* ***le manque du superflu****, alors que le nécessaire continue à faire défaut à une proportion importante de la société occidentale et majoritaire de la société mondiale ».* [36]
- En présentant le bonheur comme une accumulation de biens toujours renouvelés, la publicité provoque une **frustration permanente**, inversement proportionnelle aux moyens dont on dispose pour acquérir ces biens. Une frustration qui peut aller jusqu'à la violence extrême ; souvenons-nous de Jo Van Holsbeek, tué pour un lecteur MP3 de quelques dizaines d'euros… Les familles qui vivent dans la pauvreté sont constamment tiraillées entre les besoins vitaux qu'elles n'arrivent pas à satisfaire et les besoins « sociaux », notamment ceux des enfants, qu'elles comblent parfois pour obtenir des miettes de reconnaissance sociale.
- Par le développement du « prêt-à-jeter » et de la consommation à outrance qu'elle engendre, la publicité contribue au **gaspillage** d'énergie et à la **destruction de l'environnement** : ordinateurs, GSM, électroménagers ont la vie si courte et contiennent tant de polluants…
- La pub nous convainc que pour « **être** », pour exister socialement – voire personnellement –, il faut « **avoir** ». Et non seulement avoir, mais avoir « plus » ou « mieux » que le voisin. Une **confusion** des valeurs qui ne peut que souligner et renforcer les inégalités socio-économiques dans notre société.

35 Il faudrait préciser : un marché dont la demande solvable est saturée… les citoyens insolvables n'intéressent pas le marché, à moins qu'ils ne cèdent aux sirènes du crédit « facile », qui mène souvent au surendettement.

36 Charles Delhez, in Sillages, Lettre du Conseil interdiocésain des laïcs, fév.-mars-avril 2010.

- La publicité ne nous grandit pas : en vantant le **« tout pour moi tout de suite »**, elle nous ramène au niveau du petit enfant qui n'a pas encore appris à différer la satisfaction de ses désirs ni à mesurer les conséquences de ses actes à moyen et long terme.

« La pub n'est pas seulement un supplément d'âme dont a besoin le système. Elle lui est indispensable à la fois pour vendre tel produit mais, au-delà, pour faire régresser les individus au niveau de leurs fantasmes basiques. » [37]

A écouter : « Foule sentimentale », Alain Souchon. « On nous fait croire / que le bonheur c'est d'avoir / de l'avoir plein nos armoires … »

4.6. ESPRIT, ES-TU LÀ ?

Rien ne va plus ! Economie, finance, écologie, politique… Nous le savons et le sentons, cette crise que nous traversons n'est pas qu'économique ou financière.

Nous avons construit le XXIe siècle sur la concurrence, la consommation, l'accumulation. Aujourd'hui, tout cela chancelle ou s'écroule, avec les dégâts que l'on connaît, notamment en matière d'inégalités sociales. C'est le moment de se re-poser les vraies questions.

« (…) Nous vivons dans une civilisation qui fait de la consommation le moteur du progrès. Moteur non seulement économique, mais aussi idéologique : le progrès, c'est posséder plus. (…) Cette idéologie n'est pour ainsi dire presque jamais remise en cause : tant que c'est possible, pourquoi pas ? (…) Lorsque ce modèle se grippe, lorsqu'il apparaît qu'on ne pourra pas continuer à consommer indéfiniment à ce rythme effréné, que les ressources de la planète sont limitées et qu'il devient urgent de partager ; quand il apparaît que cette logique est non seulement réversible mais qu'elle produit des effets négatifs à court et à long terme, on peut enfin se poser les bonnes questions.

On peut s'interroger sur le sens de l'économie, sur la valeur de l'argent, sur les conditions réelles de l'équilibre d'une société et du bonheur individuel.(…)

Cette crise n'est pas simplement économique et financière, mais aussi philosophique et spirituelle. Elle renvoie à des interrogations universelles : qu'est-ce qui rend l'être humain heureux ? Qu'est-ce qui peut être considéré comme un progrès véritable ? Quelles sont les conditions d'une vie sociale harmonieuse ? » [38]

Ces questions, nous sommes de plus en plus nombreux à nous les poser. Le regain d'intérêt pour les spiritualités, que l'on peut observer depuis quelques années, l'atteste. Saturés d'avoir, nous sentons un impérieux besoin d'être : yoga, méditation, sagesses orientales, (re)découverte de la foi chrétienne, contact avec la nature, slow-food, simplicité volontaire sont – dans le désordre – quelques-unes des facettes de ce retour de l'esprit, de l'âme, du vrai contre le « bling bling ».

Un éclairage chrétien

Nous l'avons dit plus haut [39], la pauvreté, vue comme le détachement par rapport aux possessions matérielles, est une valeur centrale du message évangélique. *« En vérité je vous le dis, dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. »*, dit Jésus dans l'évangile de Matthieu au chapitre 25.

En s'identifiant aux « plus petits », aux exclus, aux dépendants, Jésus ne se contente pas de dire « partagez avec les pauvres ». Il fait de l'attention au détenu, à l'affamé, à l'opprimé, le passage obligé pour arriver à Lui. Une condition *sine qua non*, pas simplement un « petit plus ». Jésus, Dieu fait humain, nous révèle aussi que tout homme, toute femme recèle une trace de Dieu. Et que c'est en relevant ceux et celles dont la dignité est bafouée que l'on peut se rapprocher de Lui.

Cette priorité absolue donnée par Jésus aux pauvres, aux exclus de la société est, pour les chrétiens, bien plus qu'une invitation à l'aumône, au partage de l'avoir. Elle les engage à lutter sans relâche contre la pauvreté, l'exclusion, la ségrégation, et contre les mécanismes

37 Extrait d'un article de Paul Ariès, « La pub ou l'anticulture », à lire sur le site de l'asbl Respire. www.respire-asbl.be , rubrique « inspirations ».

38 Frédéric Lenoir, in Socrate, Jésus, Bouddha, trois maîtres de vie, Fayard, 2009

39 Voir point 4.4.

– sociaux, économiques, politiques, culturels – qui produisent les injustices.

Une société conforme au dessein de Dieu est une société qui exclut l'exclusion, qui la met hors-la-loi, qui la déclare inacceptable et met tout en œuvre pour l'éradiquer. C'est une société qui rend effective la dignité de chacune et de chacun.

Si la pauvreté est parfois présentée comme une vertu dans les évangiles – pensons à l'aumône discrète de la pauvre femme ou à l'invitation à ne pas se préoccuper du lendemain, comme « les oiseaux des champs » –, il ne faudrait pas y voir une glorification de la souffrance, la consécration d'un désordre établi ni un encouragement à attendre passivement le bonheur promis dans l'au-delà.

La pauvreté prônée par Jésus est plutôt simplicité – on dirait aujourd'hui « sobriété volontaire » –, refus d'accumuler pour soi-même, centrage sur l'essentiel, à savoir l'amour de Dieu reçu et donné au quotidien.

Et Jésus va très loin dans cette exigence de sobriété : le jeune homme riche, qui croyait avoir « tout bien fait » pour suivre l'enseignement du Christ, se voit renvoyé avec l'ordre de vendre tout ce qu'il possède, de le donner aux pauvres et de Le suivre. Même si très peu de chrétiens répondent à cette exigence de pauvreté, c'est clair : vivre aujourd'hui en cohérence avec le message de l'Evangile, c'est ramer à contre-courant, contre les vents et les marées du « chacun pour soi », de la consommation à outrance, du profit individuel. *« Vivre plus simplement pour que d'autres puissent simplement vivre »*, comme le proposait Gandhi.

Pour le chrétien, la lutte contre la pauvreté, en tant qu'atteinte à la dignité humaine, n'est donc pas une question annexe. Elle va de pair avec une vie plus simple, centrée sur le partage – matériel, mais aussi relationnel – plutôt que sur l'accumulation. L'Evangile serait-il le tout premier « Manuel de la sobriété heureuse » ?

Quand l'Eglise parle de justice sociale

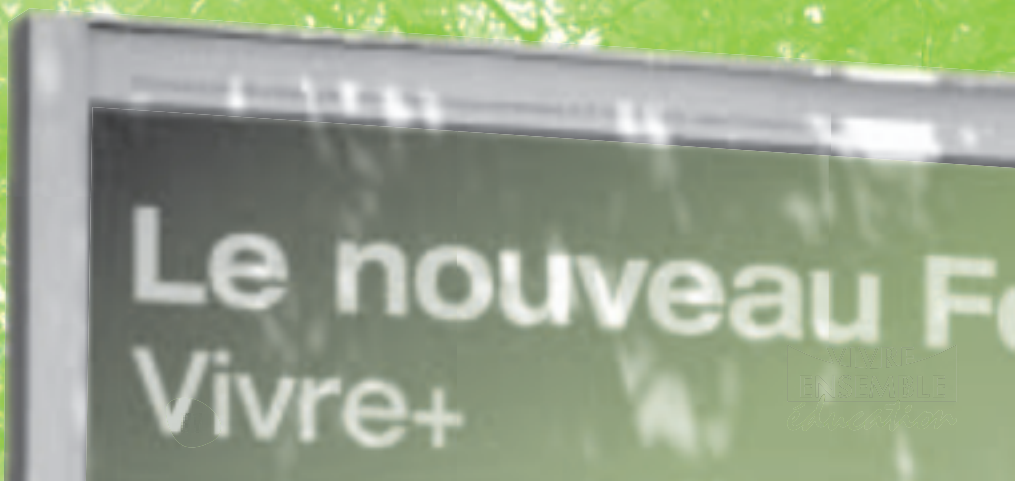
A travers certaines encycliques[40], l'Eglise exprime sa préoccupation pour la justice sociale.

1891 : Rerum novarum (Des choses nouvelles) – Léon XIII

Ce texte fonde la doctrine sociale de l'Eglise.
Extraits :

« La soif d'innovations qui depuis longtemps s'est emparée des sociétés et les tient dans une agitation fiévreuse devait, tôt ou tard, passer des régions de la politique dans la sphère voisine de l'économie sociale.
En effet, l'industrie s'est développée et ses méthodes se sont complètement renouvelées. Les rapports entre patrons et ouvriers se sont modifiés. La richesse a afflué entre les mains d'un petit nombre et la multitude a été laissée dans l'indigence. Les ouvriers ont conçu une opinion plus haute d'eux-mêmes et ont contracté entre eux une union plus intime.
Tous ces faits, sans parler de la corruption des mœurs, ont eu pour résultat un redoutable conflit... »
(...) « Nous sommes persuadé, et tout le monde en convient, qu'il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritées. »

40 Encyclique : Lettre solennelle du pape adressée à l'ensemble de l'Église catholique ou plus spécifiquement à une de ses parties, évêques, clergé, fidèles. Les encycliques sont des textes qui ont le plus souvent valeur d'enseignement et peuvent rappeler la doctrine de l'Église à propos d'un problème d'actualité.



1967 : Populorum Progressio (Le développement des peuples) - Paul VI

Cette encyclique souligne l'urgence de mettre le développement au service de la promotion humaine. Elle fait de cette dernière l'impératif moral à partir duquel doivent être pensées les questions économiques, sociales, politiques ou culturelles.

« Mais désormais, les initiatives locales et individuelles ne suffisent plus. La situation présente du monde exige une action d'ensemble à partir d'une claire vision de tous les aspects économiques, sociaux, culturels et spirituels. » (…)
« Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme. »
« Avoir plus, pour les peuples comme pour les personnes, n'est donc pas le but dernier. Toute croissance est ambivalente. Nécessaire pour permettre à l'homme d'être plus homme, elle l'enferme comme dans une prison dès lors qu'elle devient le bien suprême qui empêche de regarder au ciel. »

1987 : Sollicitudo rei socialis (Au sujet des questions sociales) – Jean-Paul II

Vingt ans après Populorum progressio, le pape tient à rappeler l'importance de l'encyclique de son prédécesseur et à souligner que les situations d'inégalités qui y sont dénoncées sont loin d'avoir disparu :

« A l'abondance des biens et des services disponibles dans certaines parties du monde, notamment dans les régions développées du Nord, correspond un retard inadmissible dans le Sud, et c'est précisément dans cette zone géopolitique que vit la plus grande partie du genre humain.

Quand on regarde la gamme des différents secteurs – production et distribution des vivres, hygiène, santé et habitat, disponibilité en eau potable, conditions de travail, surtout pour les femmes, durée de la vie, et autres indices sociaux et économiques –, le tableau d'ensemble qui se dégage est décevant, soit qu'on le considère en lui-même, soit qu'on le compare aux données correspondantes des pays plus développés. Le terme de « fossé » revient alors spontanément sur les lèvres. »

2009 : « Caritas in Veritate » (L'amour dans la vérité) – Benoît XVI [41]

Le message de « L'Amour dans la Vérité », en fidélité à l'enseignement social de l'Église et à Vatican II, présente le salut comme une proposition de vie pour l'humanité. La dignité de toute personne humaine est rappelée avec force. Elle implique l'exercice de la liberté, élément essentiel d'un développement intégral.

Mais la liberté est inséparable de la responsabilité à l'égard des autres, de l'humanité, du monde. La vie humaine se trouve comprise comme la réponse à un appel, à une vocation, pour servir la justice et le bien commun. La charité prend corps dans l'histoire sous le mode de la fraternité universelle.

« La justice est la première voie de la charité, (…) une partie intégrante de cet amour "en actes et en vérité." » (§ 6)

Pour aller plus loin :

voir, sur le site internet du Centre Avec, « 115 ans d'enseignement social de l'Eglise catholique », de Jean-Marie Faux s.j., Le Centre Avec propose aussi un guide de lecture de l'encyclique « Caritas in Veritate » de Benoît XVI.

www.centreavec.be

En Belgique, l'Eglise agit pour le droit au logement

Dans le cadre de l'événement « Toussaint 2006 », le Cardinal Danneels a lancé un projet social qui vise à mettre à disposition des Agences immobilières sociales (AIS) les biens immobiliers inoccupés appartenant à l'Eglise. C'est le « projet Bethléem ». Au 1er janvier 2010, 37 biens appartenant à des paroisses, fabriques d'églises, congrégations, écoles, etc. avaient été mis en location via une AIS. Un travail de sensibilisation est également mené vis-à-vis des particuliers. D'autres diocèses comptent s'inspirer de cette initiative. (Pour en savoir plus, consulter le site www.bethleem.be)

41 source : « Chemins de fraternité », brochure du CCFD, l'équivalent français d'Entraide et Fraternité. A télécharger sur : http://ccfd-terresolidaire.org/ewb_pages/i/info_2131.php

Conclusion

En terminant ce parcours, nous pourrions en retenir quelques traits marquants :

Tout d'abord, la pauvreté reste une notion abstraite pour nombre d'entre nous. Les journaux publient de loin en loin des statistiques annuelles, un fait divers lorsqu'un sans-abri meurt de froid, un compte-rendu du 17 octobre, Journée internationale du refus de la misère.

Mais il y a tant de statistiques sur tout, tant de faits divers dramatiques, tant de « Journées internationales » de ceci ou de cela… Si nous n'y sommes pas directement confrontés, nous avons de la pauvreté une image probablement imprécise, tronquée, marquée par des généralisations et des préjugés. « Le pauvre » qui nous vient à l'esprit sans réfléchir, c'est sans doute le sans-abri, assis sur le trottoir, attendant l'aumône ou, au moins, un regard.

Au-delà de cette situation extrême et derrière les chiffres, il y a des hommes, des femmes, des enfants, avec leur passé, leur famille, leurs rêves, leurs colères, leurs combats quotidiens pour boucler leur budget, faire valoir leurs droits, vivre debout.

La pauvreté est parfois visible : elle attire alors les regards et provoque la honte. Elle est souvent discrète : nous la croisons en rue sans le savoir – et elle n'en est pas moins difficile à vivre. **Faire l'effort de mieux la connaître**, de comprendre ce que vivent ceux qui y sont confrontés, c'est déjà rendre à ceux-ci un peu de leur dignité.

Ensuite, nous avons vu que **la pauvreté n'est pas une fatalité**, elle n'est pas naturelle. Elle est le produit d'une histoire, le résultat de choix politiques et économiques. Le capitalisme tel que nous le connaissons aujourd'hui, fondé sur la loi du plus fort et la croissance infinie de la production et de la consommation, ne peut qu'engendrer inégalités et pauvreté. Sans compter l'épuisement des ressources de la planète et la destruction de notre écosystème. Ces choix sont-ils réversibles ? Certainement, mais changer de cap ne sera ni facile ni immédiat, et l'on ne pourra pas se contenter d'un ravalement de façade : ce sont les fondations mêmes qu'il faut revoir.

Ceci nous amène notre troisième point fort : lutter contre la pauvreté, c'est forcément opérer une **remise en question, individuelle et collective**, de notre mode de vie, de notre rapport à l'argent, du sens que nous donnons à nos existences. Qu'est-ce qu'être riche ? Qu'est-ce qu'être pauvre ? Sur quelles valeurs voulons-nous construire notre avenir, puisque la crise que nous traversons nous invite – nous oblige - à inventer quelque chose de nouveau ?

Au moins deux pistes se dessinent pour avancer : premièrement, les associations de lutte contre l'exclusion, qui, comme d'autres initiatives citoyennes, mettent déjà en œuvre, *en miniature*, une société où la solidarité, l'intérêt collectif, la gratuité, le respect de la personne et de l'environnement remplacent l'égocentrisme et l'indifférence[42]. Deuxièmement, la « crise de sens » à laquelle nous sommes confrontés en ce début de XXIe siècle nous incite à remettre à sa juste place la dimension spirituelle de nos existences. « Moins de biens, plus de liens », « *Avoir* moins pour *être* mieux » : la simplicité ou sobriété volontaire n'est en fait que l'application des principes présents dans toutes les grandes traditions spirituelles…

Le célèbre adage **« Penser globalement et agir localement »** prend ici tout son sens. La globalité concerne la géographie, puisque la pauvreté concerne des milliards d'êtres humains, principalement dans les pays du Sud ; mais elle fait aussi allusion à la multiplicité des facettes à prendre en compte – l'individuel et le collectif, l'environnement et l'économie, le matériel et le spirituel,…

Le « localement » nous rappelle que la transformation de la société n'aura pas lieu sans une transformation personnelle préalable, qui permettra de faire émerger d'autres façons de vivre ensemble. *« Sois le changement que tu veux voir dans le monde »*, disait Gandhi. A chacun d'entre nous de mettre en œuvre dès aujourd'hui ce changement, à notre échelle et avec les moyens dont nous disposons. Les initiatives locales, individuelles ou associatives, nous paraissent peut-être bien modestes. Elles sont pourtant une étape indispensable vers un changement plus large. Il est donc crucial de les faire « croître et se multiplier » !

42 Voir l'analyse « Agir contre la pauvreté : l'affaire de tous », Vivre Ensemble, 2010, sur www.vivre-ensemble.be

« (…) je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère.
Remarquez-le bien, Messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire. (…)
Détruire la misère ! Oui, cela est possible !
Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière,
tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli. »

(Victor Hugo,
extrait du Discours sur la misère,
prononcé à l'assemblée nationale
le 9 juillet 1849)

Sources

Les titres de livres, articles, revues, sites internet cités ci-dessous, qui ont été, directement ou indirectement, source d'inspiration et d'information pour la rédaction de ce document, ne prétendent pas être une liste exhaustive des publications sur les thèmes que nous avons abordés dans ce dossier.

Les articles précédé d'un « * » sont reproduits sur le cdrom « La pauvreté, scandaleusement banale ? », publié par Vivre Ensemble en 2010.

Articles

- *L'argent ne fait pas le bonheur. Les économistes le savent-ils ?* Isabelle Cassiers et Catherine Delain. http://sites.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE039.pdf
- **Quel souffle pour la terre de demain ?* Charles Delhez, dans La Libre Belgique, le 20 juillet 2010.
- **La pub ou l'anticulture*, Paul Ariès, à télécharger sur le site www.respire-asbl.be, rubrique « inspirations ».

Dossiers, revues

- **La pauvreté nuit gravement à la santé,* Vivre Ensemble Education, 2008.
- **Soins de santé : rechoisir la solidarité,* Vivre Ensemble Eduction, 2009.
- *Crise financière, les ingrédients de la déconfiture*. Christine Steinbach, Benoît Dassy, Germain Mugemangango, Les Equipes populaires, 2009.
- *L'Histoire,* numéro spécial, Les pauvres, de Job à Martin Hirsch, n°349, janvier 2010.

Sites internet

- **Vivre Ensemble Education** publie chaque année sur son site Internet quinze analyses sur différentes thèmes liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale. **www.vivre-ensemble.be**, rubrique « analyses ».
- Le **Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale** publie sur son site les rapports sur la pauvreté et leurs suivis, ainsi que des chiffres. **www.luttepauvrete.be**
- La **FUNOC** (Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi) publie sur son site des articles et des dossiers dont certains concernent la pauvreté. **http://cours.funoc.be/essentiel**
- **www.amisdelaterre.be** : association environnementale qui agit plus particulièrement dans le domaine de l'éducation à l'écologie.
- **www.respire-asbl.be** : Cette asbl belge prône « une consommation raisonnable et responsable et œuvrant pour libérer l'espace public de la publicité commerciale ».
- Le site belge de la simplicité volontaire : **www.demarche.org**
- Le site québécois de la simplicité volontaire : **http://simplicitevolontaire.info**
- Le site belge des Objecteurs de croissance : **www.objecteursdecroissance.be**

Livres

- *Le monde, notre chantier – Clefs pour une lecture des événements*, Michel Papeleux, Equipes sociales, La Lucarne, 2002
- *Ethique de l'existence post-capitaliste*, Christian Arnsperger, Cerf, 2009.
- *Moins de biens, plus de liens*, Emeline De Bouver, Couleur Livres 2008.
- *Petit traité de la décroissance sereine*, Serge Latouche, Mille et Une Nuits, 2007.
- *Le quai de Ouistreham*, Florence Aubenas, L'Olivier, 2010
- *Comment les riches détruisent la planète,* Hervé Kempf, Le Seuil, 2007.
- *Petit manuel de contre-propagande économique*, Erik Ridberg, Couleur Livres, 2010.
- *La cause des pauvres. Société, éthique et foi*, Alain Durand, Le Cerf, 1992.

Vivre Ensemble Education asbl est un service d'éducation permanente reconnu par la Communauté française de Belgique. Cette association a pour objectif de sensibiliser les citoyens aux causes de l'exclusion sociale en Belgique francophone.

Elle veut éduquer à la solidarité active avec les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, à l'aide d'études comme celle-ci, d'outils pédagogiques et d'animations. Elle relaie auprès des responsables politiques les revendications portées par des associations de lutte contre l'exclusion sociale par le biais de campagnes de plaidoyer.

Vivre Ensemble publie chaque année des analyses sur différents thèmes liés à l'exclusion sociale. Elles sont téléchargeables sur le site www.vivre-ensemble.be , rubrique « analyses » ou peuvent être obtenues par courrier sur demande au 02 227 66 80.

VIVRE ENSEMBLE éducation

« Quand j'ai payé mon loyer, qui est de 450 euros, il me reste 430 euros pour payer les factures fixes, l'alimentation et les soins de santé.

Je dois souvent choisir entre manger et me soigner. »

Solange fait partie des ± 1,6 million de Belges qui vivent sous le seuil de pauvreté. Dans une première partie, ce dossier décrit ce que signifie dans la vie quotidienne le fait de faire partie des « pauvres » : honte, dépendance, stress, isolement, …

La pauvreté n'est pas neuve. Mais pourquoi donc augmente-t-elle, alors que notre sécurité sociale est considérée comme un modèle et que la production de richesses n'a jamais été aussi grande dans notre société ?

Un bref regard sur l'histoire récente nous montre que la pauvreté est la conséquence logique du capitalisme financier qui s'est développé ces dernières décennies : accumulation privée du capital, maximisation du profit individuel, consommation effrénée dopée par la publicité, …

Tous, nous sommes acteurs – plus ou moins conscients, plus ou moins consentants – de ce système fondé sur la concurrence et la loi du plus fort, grand producteur d'exclusion et de pauvreté.

Lutter efficacement contre la pauvreté suppose dès lors d'élargir la réflexion : questionner nos préjugés, nous interroger sur ce que sont la richesse, la pauvreté, les valeurs qui nous guident, sur la société que nous voulons construire.

La profonde crise que nous traversons nous y invite, pour ne pas dire qu'elle nous y contraint. Ce dossier tente de tracer quelques pistes dans cette direction.

Ce dossier est imprimé sur du papier recyclé.